

## À Paris, le campement de la Villette s'installe dans la durée

Par [Raphaëlle Chabran](#), le 26/4/2018 à 06h06

Sur les bords du canal Saint-Denis, dans le nord de Paris, des dizaines de tentes s'alignent.

Plus de 1 300 migrants vivent depuis maintenant un an dans ce camp improvisé où les associations se relaient pour leur porter assistance.



Les immeubles modernes de la Porte de la Villette et les anciennes usines de briques

restaurées tranchent avec les petites tentes agglutinées sous trois ponts, de part et d'autre du canal Saint-Denis. Sara, coordinatrice de la maraude France Terre d'Asile (FTA), enfle un gilet bleu. Elle va relayer Jérémy, sur place depuis 10 heures du matin.

L'association spécialisée dans les demandes d'asiles et les procédures administratives tient une permanence deux fois par semaine sur le campement de la Villette. Ses équipes se déploient sur les trois plus gros campements de Paris. Celui de la Villette accueille le plus grand nombre de migrants : 1 390, selon le dernier recensement de l'association. « *Environ soixante personnes arrivent là chaque semaine* », explique Sara.

Le camp est coupé en deux par le canal. Sur le quai du Lot vivent principalement des Érythréens et des Éthiopiens, et de l'autre côté, sur le quai de l'Allier, des Soudanais. La plupart sont des hommes. La dizaine de femmes présentes sur le camp est en transit, les hébergements d'urgence leur sont proposés en priorité. Tous ont fui un pays ruiné par la guerre ou la dictature.

### « Dubliné », un statut compliqué

Djalil, juché sur un Vélip', nous salue – la poignée de main est de rigueur ici. Tong au pied gauche, basket au pied droit, le jeune homme raconte volontiers son histoire. Il y a trois ans, il a quitté l'Érythrée, pays de la Corne de l'Afrique, pour rejoindre l'Europe. Il fait partie des 400 000 Érythréens exilés pour échapper au régime dictatorial et à la famine qui ronge les campagnes.

### Relire : Le casse-tête des migrants « dublinés »

Pour rejoindre les côtes de la Sicile, il a voyagé sur « *une embarcation avec une centaine d'autres personnes* ». Ses empreintes digitales ont été prises par l'administration sicilienne, ce qui a fait de lui « *un dubliné* » : il n'est pas régularisable en France, car il doit faire sa demande d'asile dans le premier pays qui l'a accueilli. Un statut qui complique les solutions de logements d'urgence.

### Un camion médicalisé

La préfecture d'Île-de-France a en effet créé cinq centres d'accueil et d'examen des situations administratives (CAES) représentant un total de 750 places. La ville de Paris et la préfecture ont proposé plusieurs fois des opérations de mises à l'abri à ces migrants mais lors de la dernière en date, début mars, seule la moitié avait accepté.

« *Plusieurs refusent d'être envoyés dans des CAES parce que, comme Djalil, ils sont des "dublinés" en fuite ou des déboutés du droit d'asile qui craignent d'être repérés par les autorités* », explique Sara. « *D'autres préfèrent, pour diverses raisons, rester à Paris.* »

### Lire aussi : En Isère, au pays des hébergeurs de migrants

Face à l'extension du campement, depuis le 27 mars, la ville de Paris a installé cinq points d'eau et huit toilettes chimiques. Autour du grand évier en inox, beaucoup s'affairent à la toilette quotidienne ou à leur lessive. Les grilles de chantiers destinées à délimiter les lieux servent d'étendoirs de fortune.

Lire : Bruxelles engage des procédures contre les États opposés à l'accueil des migrants

Les abords du campement sont propres, *« mais quand on se rapproche des tentes, c'est insalubre »*, confie Sara. *« Le risque ici, c'est la prolifération de maladies. Nous avons déjà eu des cas de gale. »* MSF a garé un camion médicalisé sur le quai pour dépister la tuberculose. *« Depuis ce matin, nous avons ausculté 25 personnes, six cas potentiels ont été détectés »*, explique un médecin de l'association.

Ici, on fait du cas par cas

Anne Hidalgo, maire PS de Paris, a appelé l'État, vendredi 20 avril lors d'une visite du campement, à *« assumer ses responsabilités »* en matière de prise en charge des migrants. *« Elle vient ici depuis quatre semaines tous les vendredis pour mettre la pression sur la préfecture »*, confirme Sara.

Le maire du 19<sup>e</sup> arrondissement a aussi interpellé le préfet, lui *« demandant que des moyens d'ampleur soient dégagés pour prendre en charge et mettre fin à cette situation d'urgence humanitaire et sanitaire »*. à quoi le préfet de l'Île-de-France a fait valoir, le 20 avril *« qu'un nouveau dispositif d'accueil avait été lancé »*, avec notamment l'ouverture de cinq structures dans Paris.

Lire aussi : Au Japon, le calvaire des étrangers sans papiers

Une jeune femme vient d'arriver sur le camp, pieds nus. Jeannine, bénévole à MSF, qui *« vient souvent donner un coup de main »*, se propose d'aller lui acheter de quoi se chauffer. Une demi-heure plus tard, la retraitée réapparaît, une paire de chaussures de randonnée à la main. Ici, on fait du cas par cas.

----

**Une « marche citoyenne et solidaire »**

**Une « marche citoyenne et solidaire » s'élancera le 30 avril de Vintimille (Italie) à destination de Calais, afin de plaider « pour un véritable accueil, contre le blocage des frontières et contre le délit de solidarité », selon François Guennoc, de l'Auberge des migrants.**

Sur 1 400 kilomètres et 60 étapes, cette marche ralliera la frontière franco-italienne et la frontière franco-britannique en poussant jusqu'à Douvres en bus le 8 juillet, « et probablement Londres ».

Entre 30 et 100 personnes sont attendues sur chaque étape avec des « moments forts » à Marseille, Lyon ou Paris, et la participation de personnalités telles que l'eurodéputé José Bové et Mgr Jacques Gaillot.

Raphaëlle Chabran